

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Salima Hachachena, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Val-des-Monts pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature Salima Hachachena Date 9 décembre 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Rapport de l'auditeur indépendant

Au conseil municipal de la
Municipalité de Val-des-Monts

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Val-des-Monts (la « Municipalité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Municipalité au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux NCSP, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futures pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des activités de la Municipalité pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)

(1) CPA auditeur, permis de comptabilité publique No. A132837

Laval, 17 décembre 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	31 226 411	31 366 579	26 712 578
Compensations tenant lieu de taxes	2	251 414	252 711	242 827
Quotes-parts	3			116 118
Transferts	4	1 471 832	4 046 814	4 467 560
Services rendus	5	534 996	1 368 317	1 214 505
Imposition de droits	6	2 680 720	3 003 287	2 530 827
Amendes et pénalités	7	135 200	138 308	123 361
Revenus de placements de portefeuille	8	30 000	167 740	83 541
Autres revenus d'intérêts	9	301 000	412 706	349 391
Autres revenus	10	40 250	389 115	180 784
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12		(8 474)	126 385
	13	36 671 823	41 137 103	36 147 877
Charges				
Administration générale	14	6 905 146	6 884 291	6 831 218
Sécurité publique	15	10 296 453	10 162 581	7 958 671
Transport	16	10 340 800	10 651 057	10 383 180
Hygiène du milieu	17	3 181 597	2 837 686	2 908 959
Santé et bien-être	18	84 650	76 542	76 021
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 021 671	1 647 588	2 051 834
Loisirs et culture	20	5 255 033	5 155 989	5 030 548
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 634 725	1 938 807	1 014 750
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	39 720 075	39 354 541	36 255 181
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(3 048 252)	1 782 562	(107 304)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		50 863 490	50 970 794
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		50 863 490	50 970 794
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		52 646 052	50 863 490

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 748 232	531 031
Débiteurs (note 5)	2	16 295 178	16 920 382
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	496 380	250 371
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	21 539 790	17 701 784
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	133 485	1 485 239
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	7 998 215	7 787 976
Revenus reportés (note 11)	12	3 984 150	3 937 660
Dette à long terme (note 12)	13	49 589 792	40 385 561
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	43 422	
	16	61 749 064	53 596 436
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(40 209 274)	(35 894 652)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	91 658 920	85 701 704
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	32 910	32 910
Stocks de fournitures	20	686 122	550 626
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	477 374	472 902
	23	92 855 326	86 758 142
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	52 646 052	50 863 490
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	52 646 052	50 863 490
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	52 646 052	50 863 490

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(3 048 252)	1 782 562	(107 304)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	12 577 869)(	9 798 299)(	11 909 238)
Produit de cession	3		281 709	
Amortissement	4	2 616 000	3 344 547	2 946 781
(Gain) perte sur cession	5		222 756	
Réduction de valeur / Reclassement	6		(16 403)	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(9 961 869)	(5 965 690)	(8 962 457)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			(15 506)
Variation des stocks de fournitures	10		(135 496)	(284 484)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(4 472)	(36 461)
	13		(139 968)	(336 451)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		8 474	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(13 010 121)	(4 314 622)	(9 406 212)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(35 894 652)	(26 488 440)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(35 894 652)	(26 488 440)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(40 209 274)	(35 894 652)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 782 562	(107 304)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 344 547	2 946 781
Autres			
▪ Variation valeur placements	3.1	39 808	6 122
▪ Perte cession d'immobilisation	3.2	33 223	
	4	5 200 140	2 845 599
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	625 204	(3 451 285)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	253 661	516 809
Revenus reportés	8	46 490	643 058
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		(15 506)
Stocks de fournitures	11	(135 496)	(284 484)
Autres actifs non financiers	12	(4 472)	(36 461)
	13	5 985 527	217 730
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	9 798 299)	(11 909 238)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	463 313	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(9 334 986)	(11 909 238)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	27 228)	(27 228)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	258 589)	(1 928)
Cession	22		
	23	(285 817)	(29 156)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	11 598 700	14 715 015
Remboursement de la dette à long terme	25 (	2 265 134)	(1 676 752)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(1 351 754)	(931 144)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(129 335)	(121 619)
Autres			
▪	28.1		
	29	7 852 477	11 985 500
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	4 217 201	264 836
Solde déjà établi	31	531 031	266 195
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	531 031	266 195
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	4 748 232	531 031

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Val-des-Monts, la («Municipalité»), est constituée et régie en vertu du *code Municipal* de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil municipal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés, les («états financiers»), sont préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application rétroactive.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers comparatifs de la municipalité puisque la direction a jugé que les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations étaient non importantes. Au 1er janvier 2024, la municipalité a enregistré les montants ci-dessous :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Débit	Crédit
Immobilisations - bâtiments - OMHS	11 429 \$	
Amort. Acc. - Bâtiments - OMHS		8 223 \$
Autres créditeurs - OMHS		40 385 \$
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	37 179 \$	

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

L'Association récréative de Val-des-Monts fait partie du périmètre comptable de la Municipalité. Les états financiers sont consolidés selon la méthode de consolidation ligne par ligne. Le taux de participation de la Municipalité est de 100 %.

b) Partenariats

La Municipalité a conclu deux ententes de partenariats soit : Rapide-O-Web des Collines et la Régie intermunicipale de transport des Collines qui sont consolidées de façon proportionnelle, ligne par ligne à la quote-part revenant à la Municipalité. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes inter organismes sont éliminés.

Le taux de participation de la Municipalité dans les opérations de Rapide-O-Web des Collines est de 50 %.

Le taux de participation de la Municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale de transport des Collines pour l'exercice est de 15,33 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière puisqu'il est de 23.46 % au début et de 21.66% à la fin de l'exercice.

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Municipalité de Val-des-Monts, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, la provision à l'égard de l'obligation liée à la mise hors service des immobilisations et les contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Placements de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

D) Passifs

Passif au titre des sites contaminés

La Municipalité de Val-des-Monts comptabilise un passif au titre des sites contaminés pour lesquels elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la municipalité est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des revenus reportés sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission et les frais de refinancement liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au coût déterminé selon la méthode PEPS (premier entré, premier sorti). La méthode PEPS suppose que les éléments de stocks qui ont été acquis les premiers sont utilisés les premiers et, qu'en conséquence, les éléments restant en stock à la fin de la période sont ceux qui ont été achetés le plus récemment. Les stocks déshabillés sont radiés des livres.

Immobilisations et biens loués en vertu de contrats de location-acquisition

Les immobilisations et biens loués en vertu de contrats de location-acquisition, comptabilisés au coût, sont amortis en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations et biens loués en vertu de contrats de location-acquisition sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Automobiles	10 ans
Véhicules lourds	20 ans
Machinerie, outillage et équipement	20 ans
Équipement informatique	5 ans
Équipement téléphonique	10 ans
Équipement de bureau	10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation sont amorties à compter du moment de leur mise en service.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduite pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charge à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Actifs incorporels

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les compensations pour tenant lieu de taxes sont constatés lorsqu'il y a confirmation des montants par les organismes gouvernementaux;
- Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus;
- Les gains ou pertes sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de transfert;
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;
- les revenus d'intérêts sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivantes:

- Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Municipalité d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisation et doivent être remboursés sur une période de 5 ans.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 752 350	606 214
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	4 752 350	606 214
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	(4 118)	(75 183)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	4 748 232	531 031
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	3 652 016	2 459 163
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	97 717	64 618
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	7 226 825	9 418 065
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	4 114 729	3 702 823
Organismes municipaux	13	86 144	98 605
Autres			
▪ Divers	14.1	345 779	307 551
▪ Droits de mutations	14.2	771 968	869 557
	15	16 295 178	16 920 382
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 196 961	5 959 703
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	6 196 961	5 959 703
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	32 484	2 195 639
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	3 583 730	3 090 117
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	3 610 611	4 132 309
	27	7 226 825	9 418 065

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	496 380	250 371
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	496 380	250 371
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Les placements sont constitués de fonds de garantie (81 857\$).

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'une marge de crédit renouvelable annuellement d'un montant maximum autorisé de 8 000 000\$. Ce crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière plus 0.25%. Au 31 décembre 2024, la Municipalité n'avait aucun solde utilisé sur cette marge.

La Régie intermunicipale de transport des Collines a un emprunt bancaire d'un montant autorisé de 1 552 387\$ au taux préférentiel majoré de 0.50% renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2023, le taux préférentiel majoré était de 7.20% et le solde utilisé est de 924 000\$. La portion incluse dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2023 est de 216 779\$

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	2 397 560	3 052 483
Salaires et avantages sociaux	44	3 270 096	2 180 811
Dépôts et retenues de garantie	45	394 130	1 235 687
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Gouvernement du Canada	47.1	195 190	169 184
▪ Gouvernement du Québec	47.2	357 986	328 956
▪ Intérêts courus sur la DLT	47.3	320 120	275 015
▪ Autres	47.4	893 133	525 840
▪ Frais courus	47.5	170 000	20 000
	48	7 998 215	7 787 976

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	279 959	286 236
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	3 155 279	2 930 167
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	417 899	647 572
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	33 873	31 800
▪ Autres RITC	62.2	87 258	41 885
▪ Autres : ARVDM	62.3	9 882	
	63	3 984 150	3 937 660

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	5,50	2025	2054	64	49 922 300	40 569 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67	47 750	47 403
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			2025	2028	68	15 263	19 624
Autres	1,99	4,43	2025	2026	69	18 377	33 697
					70	50 003 690	40 670 124
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(413 898)	(284 563)
					72	49 589 792	40 385 561

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	2 740 300	4 360	13 208	2 757 868
2026	74	2 759 000	4 360	5 169	2 768 529
2027	75	2 867 000	4 360		2 871 360
2028	76	2 980 000	2 183		2 982 183
2029	77	2 932 000			2 932 000
2030 et plus	78	35 644 000		47 750	35 691 750
	79	49 922 300	15 263	66 127	50 003 690
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	49 922 300	15 263	66 127	50 003 690

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	582 966
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	45 070
	90	628 036
		557 075
		43 436
		600 511

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	43 422	
Autres			
▪	93.1		
	94	43 422	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96	40 385	
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98	3 037	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	43 422	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Le désamiantage des bâtiments dont l'échéancier des travaux est inconnu représente **100** % du passif total relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

<p>Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes : Taux d'actualisation incluant l'inflation au 31 décembre 2024.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Bâtiment - Édifice Curé Amédée-Allard : 4,55 % • Bâtiment - L' hôtel de Ville (complexe municipal) : 4,40 % • Bâtiment - Bibliothèque et centre communautaire du Parc J.-A. Perkins : 4,55 % • Bâtiment - Garage municipal et caserne : 4,35%
<p>Période d'actualisation*- Durée de vie utile restante.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Bâtiment - Édifice Curé Amédée-Allard : 10 ans • Bâtiment - L' hôtel de Ville (complexe municipal) : 4 ans • Bâtiment - Bibliothèque et centre communautaire du Parc J.-A. Perkins : 11 ans • Bâtiment - Garage municipal et caserne : 7 ans
<p>Taux d'inflation</p>	<p>2,00 %</p>

*La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

La municipalité n'a reçu aucune contribution financière relativement à ses obligations liées à la mise hors service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101				
Eaux usées	102	1 188 950			1 188 950
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	58 653 663	1 433 243		60 086 906
Autres					
▪	104.1	4 833 479	1 199 500		6 032 979
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	31 082 234	830 623	192 453	31 720 404
Améliorations locatives	107	15 690			15 690
Véhicules	108	9 195 130	1 100 261	843 974	9 451 417
Ameublement et équipement de bureau	109	2 832 700	273 126	1 182	3 104 644
Machinerie, outillage et équipement divers	110	5 926 684	1 051 074	358 802	6 618 956
Terrains	111	1 708 990	696 632		2 405 622
Autres	112	547 014	2 945		549 959
	113	115 984 534	6 587 404	1 396 411	121 175 527
Immobilisations en cours	114	2 879 924	3 210 895		6 090 819
	115	118 864 458	9 798 299	1 396 411	127 266 346
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116				
Eaux usées	117	485 257	29 723		514 980
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	15 159 153	1 380 236		16 539 389
Autres					
▪	119.1	2 004 335	235 981	131 664	2 108 652
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	7 280 263	778 104	(8 789)	8 067 156
Améliorations locatives	122	21 657	9 876		31 533
Véhicules	123	2 869 840	(76 017)		2 793 823
Ameublement et équipement de bureau	124	1 893 026	179 484	1 182	2 071 328
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 276 793	777 302	748 252	3 305 843
Autres	126	172 430	29 858	27 566	174 722
	127	33 162 754	3 344 547	899 875	35 607 426
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	85 701 704			91 658 920
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	21 804			21 804
Amortissement cumulé	130	(1 195)	(2 180)		(3 375)
Valeur comptable nette	131	20 609			18 429

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	32 910	32 910
	135	32 910	32 910
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	32 910	32 910

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	143.1	311 230	268 574
▪ Autres	143.2	166 144	204 328
Autres			
▪	144.1		
	145	477 374	472 902

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée à payer au cours des prochains exercices, une somme globale de 5 307 326 \$ relative aux contrats qu'elle a octroyés. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2025	1 312 176 \$
2026	1 881 726 \$
2027	1 549 922 \$
2028	131 504 \$
2029 et suivantes	432 000 \$

Engagement - Centre de services des Draveurs

En vertu d'un protocole d'entente avec le Centre de services des Draveurs pour l'utilisation des locaux pour la période du 1er juillet 2024 au 30 juin 2029 et renouvelable par période additionnelle de 5 ans à la fin de chaque terme, la Municipalité s'est engagée à assumer les frais d'énergie, d'entretien sanitaire incluant le savon et le papier liés à son utilisation des locaux ainsi que les déclenchements d'alarme.

Engagement - OMH

La Municipalité participe à 10 % du déficit de l'Office d'habitation de l'Outaouais (OHO).

Pou l'exercice 2024, la contribution de la Municipalité représente 765\$.

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Municipalité a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2043, donnant lieu à des droits contractuels. Les montants seront encaissés au cours des prochaines exercices selon l'échéancier suivant:

2025	292 042 \$
2026	292 042 \$
2027	292 042 \$
2028	292 042 \$
2029	292 042 \$
2030 et suivantes	3 668 638\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Des poursuites judiciaires et diverses réclamations estimées à près de 4 170 000 \$ ont été entreprises contre la Municipalité. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques et les montants que la Municipalité pourrait être appelée à verser. La Municipalité a tout de même provisionné aux états financiers un montant de 170 000 \$ relativement à ces poursuites. La municipalité a des assurances qui pourront couvrir une partie de ses poursuites.

D) Autres

La Municipalité s'est engagée envers un organisme à but non lucratif à lui verser une subvention annuelle d'un montant de 18 000 \$ pendant 35 ans ainsi qu'un montant ne dépassant pas 330 000 \$ pour la réalisation du projet de construction des 22 unités de logement communautaire, abordable et destinées aux personnes âgées à faible et modeste revenu de Val-des-Monts et des environs.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

La Municipalité présente des états financiers consolidés qui comportent une comparaison avec le budget non consolidé faute des renseignements nécessaires.

L'état des résultats et de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté de l'organisme municipal.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cours normal de ses activités, la municipalité de Val-des-Monts est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la municipalité de Val-des-Monts sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs.

L'exposition maximale de la municipalité de Val-des-Monts au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales à recevoir, est réduit, puisque la municipalité de Val-des-Monts évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La municipalité de Val-des-Monts ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la municipalité de Val-des-Monts croit que la concentration du risque de crédit est à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs et elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Le risque de crédit relatif aux taxes municipales à recevoir est réduit du fait que la municipalité a le pouvoir, en vertu des lois municipales, de procéder à la vente des immeubles pour non-paiement de taxes. Les taxes municipales sont évaluées à leur valeur de recouvrement nette, soit à la somme que l'organisme municipal s'attend à percevoir. La variation annuelle est imputée aux charges de l'exercice.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Non en souffrance	11 584 376 \$	13 881 072 \$
En souffrance :		
moins de 30 jours	155 837 \$	352 976 \$
de 30 à 60 jours	137 382 \$	462 987 \$
plus de 60 jours	3 461 932 \$	2 203 347 \$
	15 339 511 \$	16 900 382 \$
Moins la provision pour créances douteuses	0 \$	0 \$
	15 339 511 \$	16 900 382 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la municipalité de Val-des-Monts éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La municipalité de Val-des-Monts gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit.

Elle établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2024					
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Insuffisante sur trésorerie	152 565 \$	-	-	-	152 565 \$
Emprunt temporaire	133 485 \$	-	-	-	133 485 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	7 678 095 \$	-	-	-	7 678 095 \$
Intérêts courus à payer	320 120 \$	-	-	-	320 120 \$
Revenus reportés	4 469 791 \$	-	-	-	4 469 791 \$
Dettes	2 757 868 \$	8 622 072 \$	2 932 000 \$	35 691 750 \$	50 003 690 \$
Total	15 511 924 \$	8 622 072 \$	2 932 000 \$	35 691 750 \$	62 757 746 \$

2023					
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Insuffisante sur trésorerie	75 183 \$	-	-	-	75 183 \$
Emprunt temporaire	1 485 239 \$				1 485 239 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	7 512 961 \$				7 512 961 \$
Intérêts courus à payer	275 015 \$				275 015 \$
Revenus reportés	3 937 660 \$				3 937 660 \$
Dettes	2 264 269 \$	23 113 268 \$	15 245 184 \$	47 403 \$	40 670 124 \$
Total	15 550 327 \$	23 113 268 \$	15 245 184 \$	47 403 \$	53 956 182 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque du marché

Le risque du marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La municipalité de Val-des-Monts est exposé à ces risques, plus particulièrement en lien avec les taux d'intérêts.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la municipalité de Val-des-Monts est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la municipalité de Val-des-Monts a l'intention de conserver ses prêts jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, celle-ci est peu exposée à ce risque.

La valeur comptable des instrument financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Insuffisance sur trésorerie	-	152 565 \$	152 565 \$
Emprunt temporaire	-	133 485 \$	133 485 \$
Placements	496 380 \$	-	496 380 \$
Dettes	50 003 690 \$	-	50 003 690 \$

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Insuffisance sur trésorerie	-	75 183 \$	75 183 \$
Emprunt temporaire	-	1 485 239 \$	1 485 239 \$
Placements	155 934 \$	-	155 934 \$
Dettes	40 670 124 \$	-	40 670 124 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

27. Évènement subséquent

Des travaux de réorganisation du modèle de gouvernance pour administrer le transport de personnes ont débuté en 2022 et sont menés conjointement avec la MRC des Collines-de-l'Outaouais. Suivant l'adoption par la MRC de la résolution no 23-08-221 et du règlement no 322-13 réaffirmant la compétence de la MRC relativement au transport de personnes, le conseil des maires de la MRC a confié le mandat au directeur général de la MRC de procéder à l'analyse de différents scénarios organisationnels (résolution 23-12-340). Ces scénarios ont été analysés conjointement par les équipes de directions de la MRC et de la Régie et l'ont été en fonction des contraintes d'implantation du modèle, de l'efficacité de la gouvernance, de l'efficacité organisationnelle, de l'efficacité financière et de la cohérence stratégique entre la MRC et la Régie.

L'analyse a permis à la MRC d'adopter une orientation allant dans le sens d'exercer elle-même sa compétence en matière de transport de personnes, sans organisme délégué. La Régie a pris acte de cette orientation et a mandaté son équipe de direction à poursuivre les travaux avec la direction de la MRC des Collines-de-l'Outaouais en vue d'établir une feuille de route commune pour donner suite à cette orientation et fusionner les activités de deux organisations. La Régie sera dissoute une fois l'ensemble des actifs et passifs légués à la MRC des Collines -de l'Outaouais.

Les activités de la Régie comme telle ont donc pris fin au 31 décembre 2024. À partir du 1er janvier 2025, la MRC des Collines - de - l'Outaouais a pris en charge la gestion des activités de transport en commun sur le territoire de la MRC.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	26 591 914	31 226 411	31 014 513			31 014 513
Compensations tenant lieu de taxes	2	242 827	251 414	252 711			252 711
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 082 612	1 471 833	1 794 982		629 847	2 424 829
Services rendus	5	523 390	553 022	590 205		1 152 034	1 368 317
Imposition de droits	6	2 507 640	2 662 695	2 990 306		12 981	3 003 287
Amendes et pénalités	7	123 361	135 200	138 308			138 308
Revenus de placements de portefeuille	8	83 541	30 000	167 740			167 740
Autres revenus d'intérêts	9	344 035	301 000	401 204		11 502	412 706
Autres revenus	10	79 089	40 250	(133 204)		75 252	(63 577)
Effet net des opérations de restructuration	11					(8 474)	(8 474)
	12	31 578 409	36 671 825	37 216 765		1 873 142	38 710 360
Investissement							
Taxes	13	120 664	425 150	352 066			352 066
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 711 048	740 000	1 621 644		341	1 621 985
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17		775 000	452 692			452 692
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	2 831 712	1 940 150	2 426 402		341	2 426 743
	22	34 410 121	38 611 975	39 643 167		1 873 483	41 137 103
Charges							
Administration générale	23	6 525 362	6 701 315	6 578 212	249 508	56 571	6 884 291
Sécurité publique	24	7 530 270	9 858 336	9 626 286	536 295		10 162 581
Transport	25	7 418 209	8 774 961	7 951 296	1 916 756	1 033 222	10 651 057
Hygiène du milieu	26	2 867 140	3 142 764	2 789 588	48 098		2 837 686
Santé et bien-être	27	76 021	84 650	76 542			76 542
Aménagement, urbanisme et développement	28	2 031 701	2 011 934	1 635 668	11 920		1 647 588
Loisirs et culture	29	4 136 097	4 895 390	4 142 926	440 236	950 444	5 155 989
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 014 750	1 634 725	1 924 444		14 363	1 938 807
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 828 729	2 616 000	3 202 813 (	3 202 813)		
	34	34 428 279	39 720 075	37 927 775		2 054 600	39 354 541
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(18 158)	(1 108 100)	1 715 392		(181 117)	1 782 562

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(18 158)	(1 108 100)	1 715 392	(181 117)	1 782 562
Moins : revenus d'investissement	2	(2 831 712)	(1 940 150)	(2 426 402)	(341)	(2 426 743)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 849 870)	(3 048 250)	(711 010)	(181 458)	(644 181)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	2 828 729	2 616 000	3 202 813	141 734	3 344 547
Produit de cession	5			281 709	181 000	281 709
(Gain) perte sur cession	6			178 842	(131 663)	178 842
Réduction de valeur / Reclassement	7				(1 923)	(1 923)
	8	2 828 729	2 616 000	3 663 364	189 148	3 803 175
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	6 123	25 947	39 808		39 808
	15	6 123	25 947	39 808		39 808
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 637 180)	(2 249 500)	(2 238 360)	(15 320)	(2 253 680)
	18	(1 637 180)	(2 249 500)	(2 238 360)	(15 320)	(2 253 680)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(121 795)	(25 949)	(37 387)	(100 613)	(63 226)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	398 838	2 896 752	137 067		137 067
Réserves financières et fonds réservés	22	(230 095)	(215 000)	(298 118)		(298 118)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	46 948	2 655 803	(198 438)	100 613	(97 825)
	26	1 244 620	3 048 250	1 266 374	274 441	1 491 478
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(1 605 250)		555 364	92 983	847 297

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	2 831 712	2 426 402	341	2 426 743
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	53 853)(	245 235)(	)	(245 235)
Sécurité publique	3 (	1 260 873)(	737 386)(	)	(737 386)
Transport	4 (	9 316 490)(	6 259 300)(	)	(6 259 300)
Hygiène du milieu	5 ())))
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	93 106)(	231 770)(	)	(231 770)
Loisirs et culture	8 (	1 100 917)(	2 300 980)(	23 628)(	2 324 608)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	11 825 239)(	9 774 671)(	23 628)(	9 798 299)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	15 507)()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	27 228)(	27 228)(	)	(27 228)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	9 408 243	10 524 209		10 524 209
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	121 795	37 387	(100 613)	(63 226)
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 147 364	443 888		443 888
Réserves financières et fonds réservés	18	152 098	151 028		151 028
	19	1 421 257	632 303	(100 613)	531 690
	20	(1 038 474)	1 354 613	(124 241)	1 230 372
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	1 793 238	3 781 015	(123 900)	3 657 115

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	385 873	4 551 217	197 015	4 748 232
Débiteurs (note 5)	2	16 234 910	15 339 511	1 036 315	16 295 178
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	94 437	81 857	414 523	496 380
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	16 715 220	19 972 585	1 647 853	21 539 790
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 268 460		133 485	133 485
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	7 265 735	7 107 187	897 345	7 998 215
Revenus reportés (note 11)	12	3 890 293	3 887 010	97 140	3 984 150
Dettes à long terme (note 12)	13	40 294 267	49 517 172	146 951	49 589 792
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15		43 422		43 422
	16	52 718 755	60 554 791	1 274 921	61 749 064
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(36 003 535)	(40 582 206)	372 932	(40 209 274)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	84 644 881	90 764 838	905 649	91 658 920
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	32 910	32 910		32 910
Stocks de fournitures	20	548 209	684 474	1 648	686 122
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	472 064	476 557	817	477 374
	23	85 698 064	91 958 779	908 114	92 855 326
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	508 597	1 868 624	489 639	2 358 263
Excédent de fonctionnement affecté	25	6 197 957	4 984 291	145 000	5 129 291
Réserves financières et fonds réservés	26	544 740	695 660		695 660
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	28	(7 746 917)	(4 181 058)	(123 900)	(4 304 958)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	50 190 152	48 009 056	770 307	48 767 796
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	49 694 529	51 376 573	1 281 046	52 646 052
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	14 919 009	13 824 603	13 939 379	12 265 451
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	3 260 714	2 864 474	2 888 869	2 526 854
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	10 207 539	8 899 039	10 009 463	10 739 970
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 599 040	1 775 782	1 790 145	927 069
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	35 685	148 662	148 662	87 681
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	6 475 078	6 508 012	6 508 012	6 197 555
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	607 010	704 390	725 464	563 820
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	2 616 000	3 202 813	3 344 547	2 946 781
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Ajustement	21.1				
	22	39 720 075	37 927 775	39 354 541	36 255 181

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 358 263	639 781
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 129 291	6 343 558
Réserves financières et fonds réservés	3	695 660	544 740
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	(4 304 958)	(7 747 421)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	48 767 796	51 082 832
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	52 646 052	50 863 490
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 868 624	508 597
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	489 639	131 184
	11	2 358 263	639 781
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fonds vert et changements climatiques	12.1	1 483 805	1 329 877
▪ Catastrophes naturelles	12.2	100 000	200 000
▪ Budget Investissement	12.3	190 801	1 258 230
▪ Budget de fonctionnement	12.4	2 896 752	2 896 752
▪ Réserve pour chemins privés	12.5	162 933	300 000
▪ Festivités 50e Val-des-Monts	12.6	150 000	150 000
▪ Autres	12.7		63 098
	13	4 984 291	6 197 957
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ ARVDM - Agrandissement	14.1	145 000	145 000
▪ RITC - Fonds de contingence	14.2		601
	15	145 000	145 601
	16	5 129 291	6 343 558

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	483 212
Organismes contrôlés et partenariats	22	416 121
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	62 448
Organismes contrôlés et partenariats	24	62 448
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	150 000
Autres		
▪ FPTJ	30.1	(3 829)
	31	695 660
	32	544 740
	695 660	544 740

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 2 194 366	1 502 112
Investissements à financer	65 (6 499 324)(	9 249 533)
	66 (4 304 958)	(7 747 421)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 91 658 920	85 701 704
Propriétés destinées à la revente	68 32 910	32 910
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70 496 380	250 371
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 92 188 210	85 984 985
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 92 188 210	85 984 985
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (49 589 792)(	40 385 561)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (413 898)(	284 563)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 6 196 961	5 959 703
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79 386 315	(191 732)
	80 (43 420 414)(	34 902 153)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ()	()
	82 (43 420 414)(	34 902 153)
	83 48 767 796	51 082 832

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

L'employeur verse dans un régime de retraite simplifié (RRS) les contributions équivalente au pourcentage suivant du salaire régulier payé aux personnes salariés:

Cadres supérieurs et intermédiaires : 6.75 %

Syndicat des employés : 6.75 %

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 105		
Régime de retraite par financement salarial 106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 107		
Régime de retraite à prestations cibles 108		
Autres régimes 109	582 966	557 075
110	582 966	557 075

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite 112		
Régime de retraite simplifié 113		
REER 114		
Autres régimes 115		
116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 117	7	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	9 878	9 767
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	45 070	43 436
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	45 070	43 436

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	28 957 905	28 735 489	28 735 489	24 665 856
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	28 957 905	28 735 489	28 735 489	24 665 856
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12				
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	1 913 750	1 919 448	1 919 448	1 604 763
Autres	16.1				
Centres d'urgence 9-1-1	17	75 000	79 810	79 810	68 359
Service de la dette	18	279 756	279 766	279 766	252 936
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21	425 150	352 066	352 066	120 664
	22	2 693 656	2 631 090	2 631 090	2 046 722
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	2 693 656	2 631 090	2 631 090	2 046 722
	27	31 651 561	31 366 579	31 366 579	26 712 578

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	243	244	237
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	22 823	22 823	22 823
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	18 359	18 464	17 933
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	209 989	211 180	201 834
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	251 414	252 711	242 827
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	251 414	252 711	242 827

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	667 510	722 772	197 983
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	119 100	119 100	
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	248 700	270 440	281 549
Enlèvement de la neige	54	62 175	67 610	70 387
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56		619 436	660 830
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62		678	1 113
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			45 173
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81	4 000	4 000	4 000
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83		37 986	47 719
Activités culturelles				15 193
Bibliothèques	84	24 633	25 096	17 040
Autres	85			1 926
Réseau d'électricité	86			
	87	1 007 018	1 247 004	1 876 851
				1 291 194

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92	675 000	293 061	293 061
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94		1 224 828	1 224 828
Enlèvement de la neige	95			2 555 564
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97		341	504
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114	10 000	21 000	21 000
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123	55 000	82 755	82 755
				121 039
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			34 445
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	740 000	1 621 644	1 621 985
				2 711 552

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	464 815	547 978	547 978
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	464 815	547 978	547 978
TOTAL DES TRANSFERTS	140	2 211 833	3 416 626	4 046 814
				4 467 560

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	2 327	2 327	2 465
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	2 327	2 327	2 465
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151	943	943	1 233
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	943	943	1 233
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164	5 520	5 520	6 524
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	5 520	5 520	6 524

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180	845	844	844
Autres	181			
	182	845	844	844
Réseau d'électricité	183			
	184	1 788	9 634	9 634
				11 066

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	29 000	39 327	30 568
	188	29 000	39 327	30 568
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193	19 000	3 474	26 374
	194	19 000	3 474	26 374
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198		95 522	133 885
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203		95 522	133 885
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	14 000	20 720	15 120
Matières recyclables	209	18 025	24 514	16 478
Autres	210	89 150	46 991	71 439
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	121 175	92 225	103 037

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	17 540	20 150	21 640
	224	17 540	20 150	21 640
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225			
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227	364 519	425 395	887 935
	228	364 519	425 395	887 935
Réseau d'électricité	229			
	230	551 234	580 571	1 203 439
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	553 022	590 205	1 214 505

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	339 600	571 655	342 015
Droits de mutation immobilière	233	2 000 000	2 304 545	2 165 624
Droits sur les carrières et sablières	234	322 796	114 106	
Autres	235	299	12 981	23 188
	236	2 662 695	2 990 306	2 530 827
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	135 200	138 308	123 361
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238	30 000	167 740	83 541
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	301 000	401 204	349 391
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(178 842)	(178 842)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244	775 000	452 692	452 692
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			71 552
Contributions des organismes municipaux	246			95 651
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	44 250	45 638	85 133
	250	819 250	319 488	180 784
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251		(8 474)	126 385

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	591 451	567 840		567 840	567 840	528 420
Greffe et application de la loi	2	(361 000)	(425 246)		(425 246)	(425 246)	(364 742)
Gestion financière et administrative	3	4 998 314	5 046 999	239 467	5 286 466	5 286 467	4 756 038
Évaluation	4	522 961	575 582		575 582	575 582	549 815
Gestion du personnel	5	865 045	691 284	6 332	697 616	697 616	829 431
Autres							
▪ Autres	6.1	84 544	81 945	3 709	85 654	142 224	510 674
▪ Fonds de garantie	6.2		39 808		39 808	39 808	21 582
	7	6 701 315	6 578 212	249 508	6 827 720	6 884 291	6 831 218
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	4 417 898	4 511 412		4 511 412	4 511 412	4 301 573
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	5 373 300	5 040 760	536 295	5 577 055	5 577 055	3 591 145
Sécurité civile	11	10 553	21 193		21 193	21 193	4 904
Autres	12	56 585	52 921		52 921	52 921	61 049
	13	9 858 336	9 626 286	536 295	10 162 581	10 162 581	7 958 671
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	5 070 657	4 631 061	1 441 037	6 072 098	6 072 098	5 092 902
Enlèvement de la neige	15	3 257 609	2 817 491	465 152	3 282 643	3 282 643	3 549 911
Éclairage des rues	16	21 660	23 313	10 567	33 880	33 880	33 673
Circulation et stationnement	17	65 919	72 018		72 018	72 018	77 177
Transport collectif							
Transport en commun	18	359 116	407 413		407 413	1 190 418	1 629 517
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	8 774 961	7 951 296	1 916 756	9 868 052	10 651 057	10 383 180

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	41 758	48 902	29 724	78 626	78 625
120 413						
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 469 506	1 404 350	3 278	1 407 628	1 407 628
Élimination	28					
1 384 336						
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	496 777	494 560		494 560	494 560
Tri et conditionnement	30					
498 977						
Matières organiques						
Collecte et transport	31	91 464	76 415		76 415	76 415
Traitement	32					
97 628						
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36		3 618	565	4 183	4 183
4 183						
Cours d'eau	37	101 191	82 024	907	82 931	82 931
80 725						
Protection de l'environnement	38	942 068	679 719	13 624	693 343	693 344
726 880						
Autres	39					
2 908 959	40	3 142 764	2 789 588	48 098	2 837 686	2 837 686
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	84 650	76 542		76 542	76 542
76 021						
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
76 021						
Autres	44					
76 542	45	84 650	76 542		76 542	76 542

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 882 847	1 548 000	11 920	1 559 920	1 559 920	1 961 185
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49						
Tourisme	50						
Autres	51	129 087	87 668		87 668	87 668	90 649
Autres	52						
	53	2 011 934	1 635 668	11 920	1 647 588	1 647 588	2 051 834
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	3 540 523	1 905 265	414 071	2 319 336	2 319 336	2 399 625
Patinoires intérieures et extérieures	55	124 812	204 304		204 304	777 131	692 961
Piscines, plages et ports de plaisance	56	239 905	411 889		411 889	411 889	355 714
Parcs et terrains de jeux	57	280 394	623 060		623 060	623 060	640 428
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	110 000	116 333		116 333	116 333	102 600
Autres	60						
	61	4 295 634	3 260 851	414 071	3 674 922	4 247 749	4 191 328
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	87 500	234 110	26 165	260 275	260 275	240 535
Bibliothèques	63	507 256	643 425		643 425	643 425	591 593
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	5 000	4 540		4 540	4 540	7 092
	67	599 756	882 075	26 165	908 240	908 240	839 220
	68	4 895 390	4 142 926	440 236	4 583 162	5 155 989	5 030 548

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 481 827	1 645 463		1 645 463	1 659 826	833 902
Autres frais	71	117 213	130 319		130 319	130 319	93 167
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	35 685	148 662		148 662	148 662	87 681
	74	1 634 725	1 924 444		1 924 444	1 938 807	1 014 750
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	2 616 000	3 202 813 (	3 202 813)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2024	Réalisations
		2024	2024	2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 310 629	4 310 629	6 785 280
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	735 997	735 997	471 407
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 452 402	1 452 402	2 215 760
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 107 715	1 107 715	1 328 414
Ameublement et équipement de bureau	18	428 592	440 905	217 876
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 042 704	1 054 019	806 094
Terrains	20	696 632	696 632	34 923
Autres	21			49 484
	22	9 774 671	9 798 299	11 909 238

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	5 046 626	5 046 626	7 256 687
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	4 728 045	4 751 673	4 652 551
	12	9 774 671	9 798 299	11 909 238

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	62 448			62 448
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 093 103	542 776	122 657	2 513 222
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	32 554 870	10 524 209	1 848 020	41 231 059
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	34 710 421	11 066 985	1 970 677	43 806 729
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 959 703	531 715	294 457	6 196 961
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	5 959 703	531 715	294 457	6 196 961
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	5 959 703	531 715	294 457	6 196 961
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	5 959 703	531 715	294 457	6 196 961
	19	40 670 124	11 598 700	2 265 134	50 003 690
Dette en cours de refinancement	20 ()				
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	40 670 124	11 598 700	2 265 134	50 003 690

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	49 922 300
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	4 181 058
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	62 448
Débiteurs	8	6 739 737
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	47 301 173
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	47 301 173
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	47 301 173
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	47 301 173
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	(376 400)	(428 429)	(409 250)
Évaluation	2	522 961	575 582	549 815
Autres	3	746 613	694 105	661 914
Sécurité publique				
Police	4	4 352 398	4 431 603	4 233 214
Sécurité incendie	5	39 819	45 867	43 813
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	109 505	157 802	150 737
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	939 900	871 071	837 412
Cours d'eau	13	81 591	81 591	59 944
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	39 204	16 652	10 571
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	19 487	62 168	59 385
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	6 475 078	6 508 012	6 197 555

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	9 774 671	11 825 239
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	9 774 671	11 825 239

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	36,00	35,00	52 005,00	4 191 942	828 057	5 019 999
Professionnels	2						
Cols blancs	3	55,00	35,00	77 393,00	4 071 270	945 006	5 016 276
Cols bleus	4	34,00	40,00	63 309,00	2 845 590	706 509	3 552 099
Policiers	5						
Pompiers	6	58,00	42,00	64 841,00	2 393 052	305 212	2 698 264
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	183,00		257 548,00	13 501 854	2 784 784	16 286 638
Élus	9	7,00			322 749	79 690	402 439
	10	190,00			13 824 603	2 864 474	16 689 077

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	1 752 996	665 034	861 502	137 094	3 416 626
	7	1 752 996	665 034	861 502	137 094	3 416 626

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	313 784	514 520
	4	313 784	514 520
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	409 114	
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	409 114	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	1 124 711	482 994
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	1 124 711	482 994
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		1 230
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26	6 416	
	27	6 416	1 230
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	4 776	1 759
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	4 776	1 759
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	65 643	14 247
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	65 643	14 247
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 924 444	1 014 750

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jules Dagenais	1.1 Maire	63 108	31 216	33 215	
Manon Tessier	1.2 Conseiller	21 192	10 596		
Chantal Renaud	1.3 Conseiller	21 192	10 596		
Jacques Lemay	1.4 Conseiller	19 840	9 920		
Serge Lessard	1.5 Conseiller	23 686	11 843		
Joelle Gauthier	1.6 Conseiller	21 530	10 765		
François Sylvestre	1.7 Conseiller	21 289	10 644		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 350 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	339 218 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ 198 300 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ 843 853 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 271 455 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 277 987 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ 348 220 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ 260 484 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ 390 853 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ 300 423 \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 1 299 980 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 1 577 967 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|------------|
| a) Numéro de la résolution | 82 | 25-04-XXX |
| b) Date d'adoption de la résolution | 83 | 2025-04-29 |

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- | | | |
|-------------------------------------|----|------------|
| a) Numéro de la résolution | 85 | 20-10-359 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 86 | 2020-10-20 |

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|--|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | |

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- | | | |
|--|----|--|
| h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) | 94 | |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 95 | |
| j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 96 | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-12-09

Nom du signataire : Salima Hachachena

Fonction du signataire : Directrice générale et Greffière-Trésori

Date de transmission au Ministère : 2025-12-18

Date et heure de la dernière modification : 2025-12-18 14:59

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Total
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	31 578 409	36 671 825	37 216 765	1 873 142	38 710 360
Investissement	2	2 831 712	1 940 150	2 426 402	341	2 426 743
	3	34 410 121	38 611 975	39 643 167	1 873 483	41 137 103
Charges	4	34 428 279	39 720 075	37 927 775	2 054 600	39 354 541
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(18 158)	(1 108 100)	1 715 392	(181 117)	1 782 562
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 831 712)(	1 940 150)(	2 426 402)(	341)(	2 426 743)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(2 849 870)	(3 048 250)	(711 010)	(181 458)	(644 181)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	2 828 729	2 616 000	3 202 813	141 734	3 344 547
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 637 180)(	2 249 500)(	2 238 360)(	15 320)(	2 253 680)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	121 795)(	25 949)(	37 387)(	(100 613)(	(63 226))
Excédent (déficit) accumulé	12	168 743	2 681 752	(161 051)		(161 051)
Autres éléments de conciliation	13	6 123	25 947	500 359	47 414	498 436
	14	1 244 620	3 048 250	1 266 374	274 441	1 491 478
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(1 605 250)		555 364	92 983	847 297

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	385 873	4 551 217	4 748 232
Débiteurs	2	16 234 910	15 339 511	16 295 178
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4	94 437	81 857	496 380
Autres	5			
	6	16 715 220	19 972 585	21 539 790
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	1 268 460		133 485
Créditeurs et charges à payer	9	7 265 735	7 107 187	7 998 215
Revenus reportés	10	3 890 293	3 887 010	3 984 150
Dette à long terme	11	40 294 267	49 517 172	49 589 792
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13		43 422	43 422
	14	52 718 755	60 554 791	61 749 064
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(36 003 535)	(40 582 206)	(40 209 274)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	84 644 881	90 764 838	91 658 920
Autres	17	1 053 183	1 193 941	1 196 406
	18	85 698 064	91 958 779	92 855 326
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	508 597	1 868 624	2 358 263
Excédent de fonctionnement affecté	20	6 197 957	4 984 291	5 129 291
Réserves financières et fonds réservés	21	544 740	695 660	695 660
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	()	()	()
Financement des investissements en cours	23	(7 746 917)	(4 181 058)	(4 304 958)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	50 190 152	48 009 056	48 767 796
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	49 694 529	51 376 573	52 646 052

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fonds vert et changements climatiques	1.1	1 483 805	1 329 877
▪ Catastrophes naturelles	1.2	100 000	200 000
▪ Budget Investissement	1.3	190 801	1 258 230
▪ Budget de fonctionnement	1.4	2 896 752	2 896 752
▪ Réserve pour chemins privés	1.5	162 933	300 000
▪ Festivités 50e Val-des-Monts	1.6	150 000	150 000
▪ Autres	1.7		63 098
	2	4 984 291	6 197 957
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	145 000	145 601
	4	5 129 291	6 343 558
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	483 212	416 121
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	62 448	62 448
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement			
Fonds local de solidarité			
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	150 000	70 000
Autres			
▪ FPTJ	14.1		(3 829)
	15	695 660	544 740
	16	5 824 951	6 888 298

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	47 301 173
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	47 301 173

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	62 448	62 448
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	41 231 059	32 554 870
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	2 513 222	2 093 103
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	6 196 961	5 959 703
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	50 003 690	40 670 124

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	26 591 914	31 226 411	31 014 513	31 014 513
Compensations tenant lieu de taxes	13	242 827	251 414	252 711	252 711
Quotes-parts	14				
Transferts	15	1 082 612	1 471 833	1 794 982	2 424 829
Services rendus	16	523 390	553 022	590 205	1 368 317
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 714 542	2 827 895	3 296 354	3 309 335
Autres	18	423 124	341 250	268 000	340 655
	19	31 578 409	36 671 825	37 216 765	38 710 360
Investissement					
Taxes	20	120 664	425 150	352 066	352 066
Quotes-parts	21				
Transferts	22	2 711 048	740 000	1 621 644	1 621 985
Autres	23		775 000	452 692	452 692
	24	2 831 712	1 940 150	2 426 402	2 426 743
	25	34 410 121	38 611 975	39 643 167	41 137 103

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	6 701 315	6 578 212	249 508	6 827 720	6 884 291	6 831 218
Sécurité publique							
Police	2	4 417 898	4 511 412		4 511 412	4 511 412	4 301 573
Sécurité incendie	3	5 373 300	5 040 760	536 295	5 577 055	5 577 055	3 591 145
Autres	4	67 138	74 114		74 114	74 114	65 953
Transport							
Réseau routier	5	8 415 845	7 543 883	1 916 756	9 460 639	9 460 639	8 753 663
Transport collectif	6	359 116	407 413		407 413	1 190 418	1 629 517
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	41 758	48 902	29 724	78 626	78 625	120 413
Matières résiduelles	9	2 057 747	1 978 943	3 843	1 982 786	1 982 786	1 980 941
Autres	10	1 043 259	761 743	14 531	776 274	776 275	807 605
Santé et bien-être	11	84 650	76 542		76 542	76 542	76 021
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 882 847	1 548 000	11 920	1 559 920	1 559 920	1 961 185
Promotion et développement économique	13	129 087	87 668		87 668	87 668	90 649
Autres	14						
Loisirs et culture	15	4 895 390	4 142 926	440 236	4 583 162	5 155 989	5 030 548
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 634 725	1 924 444		1 924 444	1 938 807	1 014 750
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	37 104 075	34 724 962	3 202 813	37 927 775	39 354 541	36 255 181
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	2 616 000	3 202 813 (	3 202 813)			
	21	39 720 075	37 927 775		37 927 775	39 354 541	36 255 181

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	2 831 712	2 426 402	341	2 426 743
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	11 825 239)(	9 774 671)(	23 628)(	9 798 299)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	42 735)(	27 228)(	)	27 228)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	9 408 243	10 524 209		10 524 209
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	121 795	37 387	(100 613)	(63 226)
Excédent accumulé	6	1 299 462	594 916		594 916
	7	(1 038 474)	1 354 613	(124 241)	1 230 372
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	1 793 238	3 781 015	(123 900)	3 657 115

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14